

LA MONTEE DE LA CHINE: DEPLACEMENTS DE POUVOIR REGIONAUX ET MONDIAUX

La croissance économique galopante de la Chine va de pair avec une politique extérieure de plus en plus active et une puissance militaire croissante. Des déplacements de pouvoir au préjudice de l'Occident s'ébauchent tant en Asie orientale qu'à l'échelle mondiale. Un changement fondamental du système international portant l'empreinte des Etats-Unis n'est toutefois pas dans l'intérêt de Pékin. Les craintes d'un futur conflit hégémonique sino-américain semblent exagérées.



Les présidents chinois, russe et américain au sommet du CEAP à Hanoi en novembre 2006 *Jim Young/Reuters*

Le tir d'essai réussi d'un missile antisatellite par la Chine en janvier 2007 a suscité surprise et malaise dans le monde. Le gouvernement de Pékin a démontré, en abattant un vieux satellite météorologique, qu'il pouvait au besoin porter atteinte à l'infrastructure aujourd'hui critique pour la communication et la reconnaissance dans l'espace. Il a également suggéré sa capacité à se mesurer à des forces armées technologiquement supérieures de manière asymétrique. Et il a, par la même occasion, mis en évidence la vulnérabilité du système de défense antimissile basé dans l'espace prévu par les Etats-Unis, et réclamé indirectement un traité sur un espace sans armes.

Cette démonstration de force a eu pour effet de réintensifier la discussion des conséquences stratégiques de la montée de la Chine. Même si ce thème passe temporairement au second plan au profit de la «guerre contre le terrorisme», la montée en puissance de la Chine représente l'une des principales évolutions géopolitiques du

début du XXI^e siècle et, pour l'Occident, un défi central de politique de sécurité.

Une modernisation militaire galopante

Il est indéniable que la Chine est devenue une grande puissance économique. Après plus de deux décennies de taux de croissance moyens fluctuant aux alentours de 10%, la République populaire est aujourd'hui la deuxième économie et la troisième puissance commerciale mondiale. Bien que l'Etat le plus peuplé au monde soit confronté à d'énormes problèmes socio-économiques, écologiques et démographiques, une fin avant terme de la modernisation effrénée n'est pas en vue.

Il est également évident que la Chine s'apprête à accroître sa puissance militaire. C'est ainsi que les dépenses de défense ont augmenté de 300% au cours des dix dernières années. L'Armée populaire de libération, la plus grande puissance militaire terrestre, se transforme en armée multifonction-

nelle, mobile et plus réduite (elle compte actuellement quelque 2,3 millions de soldats). L'accent est mis sur la modernisation de la marine, qui devrait augmenter la capacité de projection de force de la Chine, en tout cas sur le plan régional. Le rayon d'action militaire de Pékin est encore modeste et les forces armées chinoises sont encore largement inférieures à celles des Etats-Unis. Mais le processus de réforme indique clairement que l'ère de l'auto-isolement chinois appartient aussi au passé dans le domaine stratégique et que la doctrine de défense nationale est déterritorialisée à vue d'œil.

Une puissance maintenant le statu quo?

Quelles sont donc les intentions du géant qui se réveille? La Chine elle-même postule le paradigme de l'«évolution pacifique» et ne se lasse pas de se présenter comme puissance consciente de ses responsabilités. Des voix prudentes, s'appuyant sur l'expérience historique, mettent cependant en garde contre le fait que les puissances ascendantes veulent généralement changer le statu quo. Les experts sont nombreux, surtout aux Etats-Unis, à craindre une politique extérieure de plus en plus révisionniste de la Chine et un conflit hégémonique sino-américain – d'autant plus qu'il n'y a guère de signes que l'ouverture économique s'accompagnera d'une démocratisation de la République populaire.

Une analyse de la situation stratégique de la Chine permet de conclure que sa politique extérieure est guidée par deux objectifs directeurs: la préparation de conditions favorables à une évolution économique soutenue du pays, qui est la condition indispensable à la stabilité interne et à

l'acceptation du régime du parti unique communiste; et l'obtention, dans la région et dans le monde, d'un rôle politique qui rendra justice à la «renaissance» chinoise après 150 ans d'«humiliation nationale». Quatre intérêts centraux se laissent par conséquent identifier au niveau de la politique extérieure. Premièrement, la Chine est, étant donné son interdépendance étroite par rapport à l'économie mondiale, tributaire d'un milieu stable. Elle a, deuxièmement, besoin d'un apport fiable en énergie et autres ressources naturelles. Aujourd'hui déjà, le pays est le deuxième consommateur de pétrole – le pronostic étant que sa consommation de pétrole va doubler avant 2020. Troisièmement, la Chine aspire à un amenuisement de la dominance américaine et à un accroissement de sa propre influence. Elle s'armera simultanément, en quatrième lieu, contre une éventuelle stratégie d'endiguement des Etats-Unis.

Etant donné cette situation d'intérêt, il est improbable que la Chine remette fondamentalement en question le système international existant. Mais il se peut que la République populaire soutienne de plus en plus, à l'avenir, des positions contredisant la politique de l'ordre occidentale. On peut en général s'attendre à ce que les déplacements de pouvoir dus à la montée de la Chine déclenchent des frictions, mais il est peu probable que ces frictions mènent à des confrontations militaires.

Pouvoir d'ordre américain relativisé en Asie orientale

C'est chez les voisins d'Asie orientale et centrale de la Chine que la métamorphose de sa politique isolationniste en politique extérieure pro-active se fait le plus sentir. La République populaire se rapproche de plus en plus du centre de l'Asie et repousse le Japon dans son ancienne position périphérique. C'est ainsi qu'elle a intensifié ses relations bilatérales avec les Etats du Sud-Est asiatique et conclu des partenariats avec la Russie, l'Inde et le Pakistan. Les Etats-Unis sont eux aussi, en tant que puissance d'ordre régionale actuellement dominante, la cible d'offensives de charme chinoises, Pékin soulignant que des relations sino-américaines stables revêtent une priorité extrême au sein de la politique extérieure chinoise. Seules les relations sino-japonaises restent tendues, la principale raison étant le passé de Tokyo comme puissance coloniale asiatique.

Il faut noter que la Chine encourage aussi activement, depuis quelques années, la



La Chine et ses voisins

© F. Furter, ETH Zürich 2007

mise sur pied de structures multilatérales régionales. Pékin entretient des relations intenses avec l'Association des nations du Sud-Est asiatique (une zone de libre-échange «ASEAN+1» est prévue pour 2010) et participe au Forum régional de l'ASEAN ainsi qu'à la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP). La Chine a en outre initié l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui se penche sur les questions de politique de sécurité et de politique commerciale et dont font partie, en plus de la Russie, quatre républiques d'Asie centrale. Cet engagement multilatéral illustre l'ambivalence de la diplomatie régionale chinoise. Pékin s'efforce de gagner la confiance de ses voisins et de promouvoir le commerce. Mais elle recherche aussi un accroissement de son influence, en partie aux dépens des Etats-Unis. C'est ainsi que l'OCS a exhorté Washington à retirer ses troupes d'Asie centrale. Elle a en outre accordé à l'Iran, et non pas aux Etats-Unis, le statut d'observateur.

Les voisins de la Chine réagissent aux avances de Pékin avec un mélange de soutien, d'intégration propre (l'ASEAN a récemment décidé d'une collaboration approfondie) et d'une réassurance renforcée de la part des Etats-Unis. La réponse de Washington a, elle aussi, plusieurs facettes. Outre une politique d'intégration par le biais d'une coopération économique et d'un dialogue politico-militaire, les Etats-Unis misent aussi sur une protection contre les risques dont font non seulement partie le renforcement de la marine dans le Pacifique et l'intensification des relations de défense bilatérales avec le Japon, la Corée du Sud ainsi que plusieurs Etats d'Asie du Sud-Est, mais aussi une coopération stratégique avec l'Inde.

Les relations sino-américaines resteront, dans un avenir proche, empreintes d'une combinaison de collaboration, de méfiance et de rivalité. L'exemple de la coopération bilatérale sensiblement améliorée depuis l'essai nucléaire de la Corée du Nord en octobre 2006 dans les discussions à six indique que Washington et Pékin peuvent tout à fait, en cas de convergence d'intérêts, exercer un pouvoir constitutif commun. La lutte pour une influence en Asie devrait simultanément s'accroître et un amenuisement relatif de l'hégémonie américaine en Extrême-Orient semble inévitable. Les conflits économiques – concernant par exemple le déficit commercial américain ou les produits piratés chinois – resteront à l'ordre du jour. Le point de désaccord central continuera cependant d'être Taiwan, que Pékin considère comme une province renégate, mais qui bénéficie du soutien indéfectible de Washington en raison de sa démocratie. Même dans ce foyer de crise extrêmement dangereux d'Asie orientale, une confrontation militaire ne serait pensable que si l'une des parties impliquées modifiait le statu quo de sa propre main.

La politique africaine de l'Ouest compromise

La Chine s'efforce aussi de démontrer qu'elle est une grande puissance consciente de ses responsabilités au niveau mondial. La République populaire s'est par exemple beaucoup moins servie de son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU que les autres membres permanents. Elle participe en outre aux missions de maintien de la paix de l'ONU et a envoyé récemment 1000 soldats au Liban du Sud, l'engagement chinois étant certes encore assez modeste

dans l'ensemble. En outre, le gouvernement de Pékin a récemment clairement professé la nécessité d'un développement durable de la Chine, ce qui est important du point de vue de la politique climatique et de la politique de sécurité étant donné que le pays supplantera bientôt les Etats-Unis en tant que premier émetteur de CO₂.

Mais la Chine mène souvent en même temps, surtout en dehors de l'OCDE, une politique qui va à l'encontre des efforts d'ordre euro-atlantiques et sape l'influence occidentale dans ces régions. Il ne s'agit pas, profondément, d'une stratégie anti-occidentale consciente. Ce comportement est principalement le résultat de la définition traditionnelle chinoise de la souveraineté et du principe de non-intervention dans les affaires intérieures, de même que de son besoin énorme d'importations de matières premières et de nouveaux débouchés. C'est ainsi que la Chine, dont la politique extérieure se confond souvent avec sa politique énergétique, brigue particulièrement activement la faveur des pays en voie de développement riches en matières premières. La Chine représente pour ces pays une alternative de plus en plus attrayante à l'Occident puisque elle ne fait pas dépendre sa coopération de conditions politiques tels qu'une bonne gouvernance ou la protection des droits de l'homme.

La tendance n'est nulle part aussi manifeste qu'en Afrique. La Chine y mène depuis des années une politique extrêmement active caractérisée par une généreuse aide financière et technique, des investissements directs croissants et de nombreux accords énergétiques et commerciaux. La République populaire achète déjà un tiers de son pétrole à l'Afrique. Quand l'Angola ne voulait pas satisfaire aux obligations du FMI pour d'autres crédits, Pékin n'a pas hésité à venir à l'aide de son principal fournisseur de pétrole pour lui bailler des fonds. Dans le conflit du Darfour, le gouvernement soudanais a pu se soustraire aux exigences de l'Occident aussi parce que la Chine – principal acheteur du pétrole soudanais – n'était pas disposée à exercer une pression quelconque sur Khartoum. Le régime du Zimbabwe, critiqué par l'Occident, a lui aussi orienté dans l'intervalle sa politique extérieure vers l'Orient («Look East») et a même décrété le mandarin matière scolaire après que la Chine lui a promis crédits et armes. Avec le premier sommet sino-africain à Pékin en novembre 2006, auquel ont participé presque 40 chefs d'Etat et de gouvernement, les Chinois ont souligné que

La Suisse et la Chine

■ Bonnes relations bilatérales

■ La Suisse a été l'un des premiers Etats à reconnaître la République populaire en 1950

■ Economie

- Coopération dans divers domaines, p. ex. expansion du cadre contractuel des relations économiques, promotion du tourisme, recherche
- La Chine est le principal partenaire commercial asiatique de la Suisse
- La Suisse est l'un des rares Etats occidentaux à enregistrer un bilan commercial positif avec la Chine

■ Politique extérieure et politique de sécurité

- Entretien de contacts au niveau ministériel (DFAE, DDPS, DFJP)
- Le DFAE mène un dialogue politique et un dialogue sur les droits de l'homme
- Echange ponctuel d'informations et de pensées au niveau du DDPS
- Délégations sporadiques à des cours de formation (p. ex. Centres de Genève, cours-symposium de l'Université de la défense chinoise)
- La Suisse respecte l'embargo sur les armes décrété par l'UE

l'Afrique revêtait pour eux une importance stratégique. Lors de son périple africain début février 2007, le président Hu Jintao a par conséquent laissé entrevoir un doublement de l'aide chinoise au développement et de nouveaux crédits préférentiels.

Une influence croissante au Proche-Orient

La politique extérieure de la Chine au Proche et Moyen-Orient est elle aussi placée sous le signe de sa dépendance croissante par rapport à l'énergie. Etant donné que Pékin importe presque la moitié de ses besoins en pétrole de cette région, la Chine ne peut plus ignorer les développements politiques dans cette zone en crise. Comme en Afrique, elle est devenue ici un partenaire de coopération convoité et affaiblit indirectement, par sa politique, les efforts d'ordre et de démocratisation occidentaux. Le deal énergétique de Pékin avec l'Iran, portant sur quelque 100 milliards de US\$, a suscité de vives critiques surtout aux Etats-Unis.

Mais la Chine va décevoir des espoirs exprimés de temps à autre à Téhéran et dans le monde arabe concernant la formation d'un pouvoir islamo-confucianiste visant à contrebalancer les Etats-Unis. Elle a en effet intensifié ses relations avec beaucoup de ces Etats et souligné par le Forum de coopération sino-arabe et des négociations de libre-échange avec les membres du Conseil de coopération du Golfe, son intérêt pour une coopération intensive. Elle entretient cependant en même temps de bonnes relations avec Israël (avec qui elle collabore en matière de technologie militaire) et partage l'intérêt de l'Occident pour la stabilité de la région et la sûreté des voies maritimes.

Le fait que la politique de la Chine est empreinte de pragmatisme et non d'idéologie anti-occidentale se reflète dans son soutien pour la «Roadmap» conçue par l'UE et les

Etats-Unis en vue de solutionner le conflit au Proche-Orient. L'envoyé spécial chinois, remarquablement actif, s'aligne toujours sur le Quartette au Proche-Orient, que certains à Pékin aimeraient bien voir devenir un quintette.

L'Europe en quête d'une stratégie

Il reste à voir si la Chine deviendra un jour une superpuissance, mais il est prévisible que le renforcement de son influence régionale et mondiale va se poursuivre. Alors que la controverse quant à la réponse adéquate au défi chinois bat son plein aux Etats-Unis, l'Europe ne s'est, jusqu'à présent, penchée que de manière limitée sur le problème. Même si l'UE et certains de ses Etats membres ont conclu des «partenariats stratégiques» avec la Chine, les Européens continuent principalement d'observer la République populaire à travers la loupe économique.

La politique africaine de Pékin semble cependant aussi aiguïser, au sein de l'UE, la conscience que la montée de la Chine ne change plus, depuis longtemps, la constellation stratégique uniquement en Asie, mais peut aussi avoir des répercussions directes sur les intérêts européens dans le voisinage de l'UE. L'élaboration d'une stratégie chinoise commune mettrait cependant l'Europe devant de grosses difficultés, comme l'indique la dissension durable quant à l'avenir de l'embargo sur les armes en vigueur depuis 1989. Et cela aussi parce que les Etats-Unis craignent un éloignement de l'UE par rapport à la politique chinoise américaine et voient donc avec un œil méfiant l'idée d'un partenariat sino-européen.

■ Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch

■ Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch